



25^{ème} session du Conseil des droits de l'homme

Dialogue interactif avec l'Expert indépendant chargé d'examiner la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable, M. John H. Knox

Genève, le 11 mars 2014

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

La Suisse remercie l'expert indépendant pour son deuxième rapport qui fait l'inventaire d'obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable.

Nous sommes impressionnés par les vastes travaux de recherche, par les consultations et par l'examen approfondi d'un large éventail de sources en matière de droits de l'homme et de l'environnement.

Nous sommes favorables aux conclusions et aux recommandations de l'expert indépendant. La Suisse a ratifié récemment la convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement. Nous soulignons l'importance de la protection des personnes appartenant à des groupes vulnérables, notamment les femmes, les enfants et les peuples autochtones à cet égard.

La Suisse soutient particulièrement les conclusions de l'expert indépendant concernant les défenseurs des droits de l'homme. Ceux-ci jouent un rôle décisif dans l'application des obligations et engagements internationalement reconnus, aussi dans le domaine de l'environnement. Dans le cadre de sa politique étrangère la Suisse s'engage à défendre l'espace des défenseurs des droits de l'homme qui est de plus en plus restreint pour les défenseurs des droits de l'homme dans le domaine de l'environnement.

La Suisse tient à réaffirmer son soutien à la poursuite des travaux de l'expert indépendant. Nous nous réjouissons de l'étape suivante du mandat qui sera présenté en mars 2015: l'identification, la promotion et l'échange de vues sur les meilleures pratiques concernant la prise en compte des

obligations et engagements des droits de l'homme en vue d'orienter, d'étayer et de renforcer l'élaboration des politiques environnementales.

Monsieur le Rapporteur spécial,

Pouvez-vous nous indiquer des exemples de bonnes pratiques étatiques en matière de législation ou d'établissement de mécanismes destinés à combattre l'impunité suite à des menaces ou attaques contre les défenseurs des droits de l'homme qui s'engagent dans le domaine de l'environnement ?

Quelles pistes se dessinent, suite à vos recherches, pour traiter des droits de l'homme et du changement climatique ?

Merci, Monsieur le Président.